

PREFECTURE DU RHONE

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ
ET DE L'ENVIRONNEMENT

Lyon, le

08 SEP. 2009

Sous-Direction de l'Environnement

3^{ème} Bureau
Environnement industriel

Affaire suivie par Lucile GIOVANNETTI
☎ : 04 72 61 64 55
✉ : lucile.giovannetti@rhone.pref.gouv.fr

**ARRETE
DE MISE EN DEMEURE**

*Le Préfet de la Zone de défense Sud-Est
Préfet de la Région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Chevalier de la Légion d'Honneur,*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 514-2 ;

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées ;

VU la plainte transmise par la mairie de VAULX-EN-VELIN, le 27 juin 2008, faisant état de nuisances de différentes natures engendrées par le fonctionnement des installations de la société DEL SIGNORE située sur ladite commune 2, rue Jean Corona ;

VU le rapport en date du 26 août 2009 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

CONSIDERANT qu'une visite sur les lieux, réalisée le 25 août 2009, a permis à l'inspection des installations classées de constater que la société DEL SIGNORE exploite 2, rue Jean Corona à VAULX-EN-VELIN des activités de traitements de surfaces soumises à autorisation, au titre de la rubrique n° 2565 de la nomenclature des installations classées ;

CONSIDERANT par ailleurs, qu'au cours de ce contrôle, l'inspection des installations classées a relevé les non-conformités suivantes :

. les effluents des bains qui sont évacués par des cheminées ne font l'objet d'aucune épuration préalable en vue de satisfaire aux valeurs limites de rejets réglementaires ;

.../...

. aucune mesure des concentrations dans les effluents n'a été effectuée depuis le début de l'exploitation des activités (2 ans) ;

. les eaux de rinçage des baignoires sont stockées dans deux bacs placés sur rétention ;

CONSIDERANT que cette activité qui n'a pas fait l'objet de l'autorisation requise est en situation administrative irrégulière au regard de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDERANT par ailleurs, qu'elle ne satisfait pas aux dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisé, notamment s'agissant des articles 17 (interdiction de déversement des eaux résiduaires), 25 et 26 (captation des émissions atmosphériques et mesures de valeurs limites des émissions) ainsi que de l'article 35 (surveillance des rejets dans l'air) ;

CONSIDERANT dans ces conditions qu'il y a lieu d'exiger de l'exploitant d'une part, qu'il dépose un dossier en vue de régulariser la situation administrative de ses installations et d'autre part, qu'il se conforme dans le cadre de l'exploitation desdites installations, aux dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 précité, et notamment à ses articles 17, 25, 26 et 35 ;

CONSIDERANT dès lors qu'il convient de faire application des dispositions de l'article L 514-2 du code de l'environnement ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er}

En vue de régulariser la situation administrative de l'activité qu'elle exerce 2, rue Jean Corona à VAULX-EN-VELIN, la société DEL SIGNORE est mise en demeure :

. **sans délai**, de respecter les dispositions de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 précité ;

. **dans le délai de deux mois**, de se conformer aux dispositions des articles 25 et 26 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 précité ; par ailleurs, une analyse de rejets atmosphériques sera réalisée à cette échéance en application de l'article 35 dudit arrêté.

. **dans le délai de trois mois** de déposer à la préfecture du Rhône (Direction de la citoyenneté et de l'environnement - bureau de l'environnement industriel), un dossier d'autorisation constitué conformément aux dispositions des articles R. 512-2 et R. 512-9 du code de l'environnement, dont une copie est annexée.

Les délais fixés ci-dessus courent à compter de la notification de la présente décision.

ARTICLE 2

Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

ARTICLE 3

Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4

Le secrétaire général de la préfecture et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de VAULX-EN-VELIN,
- à l'exploitant.

Lyon, le

08 SEP. 2013

Le Préfet,

Pour le Préfet,

Le Secrétaire Général Adjoint

Stéphane CHIPPONI

Pour copie :
Le Secrétaire Adjoint
Lucia GIOVANNETTI

